

ACTION

13 Mai 1968

n° 2

Prix minimum
0,50 F.

LES ENFANTS DE MARX ET DU 13 MAI

Rome, Berlin, Varsovie, Paris. C'est entendu, les étudiants se lèvent tard et son courageux, mais cela n'explique pas tout, surtout pas pourquoi des étudiants s'insurgent et entraînent avec eux nombre de leurs professeurs. Nous rejettons cette société de répression. Nous n'avons pas envie de faire mieux fonctionner cette Université obligée, aujourd'hui, non seulement de former des chefs mais aussi les sous-fifre nécessaires aux sociétés modernes capitalistes. D'où d'ailleurs une circonstance dont nous profitons : le grand nombre d'étudiants et l'importance pour toute la société du problème de l'Université. L'Université n'est vraiment universelle que pour l'organisation, explicite ou implicite, de la répression. Quels moyens sont donnés aux étudiants pour modifier les buts des enseignements et la façon dont se développent les sciences « exactes » ou « humaines » ? Aucun, bien sûr, car cette société où chaque fois qu'on consomme on est un peu mieux vendu est une société où on n'a pas le choix, on a seulement le droit, d'être dirigé : à l'école, à l'usine, aux partis, aux élections. Quand il n'y a pas de travail pour les jeunes c'est l'armée qui embauche.

Le jeu politique où paternellement nous attendrait un strapontin n'est que le reflet de cette situation. Nulle part ne s'y exprime le refus. Toutes les formations politiques ont maintenant accepté une constitution qui régleme une organisation policière de la nation dirigée depuis un bâtiment du second empire. A ce jeu nous refusons un strapontin, et soyons clair : nous refusons aussi les fauteuils. Ceux qui s'imaginent qu'à ce régime tout sera pardonné parce que se déroulent des conversations sur le Viet-Nam se trompent, nous n'avons pas vocation à distribuer des

Suite page 2



Photo U.P.I.

LA SEMAINE ENRAGÉE

Du 3 au 13 Mai, des milliers de rebelles ont vécu dans le tempo du refus. Voici la chronologie de cette lutte qui commence.

● JEUDI 2 MAI :

Le Doyen Grappin déclare : « La faculté de Nanterre sera fermée sine die ».

Le groupe fasciste Occident annonce sa volonté d'attaquer la Sorbonne. On apprend que 7 étudiants de Nanterre sont appelés à comparaître devant un tribunal universitaire.

● VENDREDI 3 MAI :

Mobilisation étudiante dès le matin dans la cour de la Sorbonne. A midi, meeting. Toute l'après-midi plusieurs centaines d'étudiants organisés en service d'ordre aux portes de la Sorbonne et dans la cour en groupes de discussion ; le Recteur appelle la police pour « dégager » les lieux ; pro-

messe est faite aux étudiants qu'ils pourront sortir librement de la Sorbonne, si tout se passe dans le calme. La promesse n'est pas tenue, et les flics cernent les étudiants, les embarquent dans les cars. A l'extérieur manifestations spontanées de 4 heures et demie à 10 heures dans le Quartier Latin. La police qui intervient violemment est harcelée par des groupes de manifestants dispersés dans tout le quartier.

La nuit, discussion sur la poursuite de l'action. On apprend que la Sorbonne est fermée.

Un ordre de grève des universités est lancé.

● SAMEDI 4 et DIMANCHE 5 MAI :

Renforcement du dispositif de police. Organisation de l'information, distribution de tracts, préparation de la mobilisation, initialement prévue à la Sorbonne pour le Lundi.

● LUNDI 6 MAI :

Le matin : heurts brefs de groupes

Suite page 2

LA RUE VAINCRA !

Après la confirmation, preuves à l'appui que la police gaulliste a utilisé dans la répression contre les manifestants du Quartier Latin des gaz toxiques mortels utilisés par les américains au Vietnam. Le SNESup, l'UNEF, le mouvement du 22 mars et les CAL décident que l'Université ne fonctionnera pas normalement tant que le préfet de police Grimaud et le

ministre de l'intérieur Fouchet n'auront pas démissionné.

Dans ce but les organisations précitées appellent à constituer partout des Comités d'Action pour la démission de Guimaud et de Fouchet, par une campagne organisant le procès populaire, politique et public, des responsables de la répression.

SNESUP - UNEF - CAL - MVT DU 22 MARS



Suite de la page 1
Les enfants de Marx et du 13 mai

indulgences. Combien de nos camarades, grâce à Monsieur Joxe, gaulliste de gauche, sont allés en prison ou à l'hôpital ? Comment accepter cette caricature de politique qu'était le débat parlementaire sur l'Université où, au mieux, on nous a proposé une Université bourgeoise trois fois plus grande. Qu'on ne nous dise pas que nous ne savons pas ce que nous voulons. Nous voulons que la politique, c'est-à-dire l'organisation de la vie sociale, procède de la volonté des travailleurs. A partir de là, il y a sans doute chez nous bien des incertitudes et des approximations, y compris en ce qui concerne l'Université, mais, disons le sans vanité, c'est à partir de là que le problème doit être traité sous peine de tomber dans la gesticulation verbale du genre : «... et dans ces nouveaux locaux, il faudra de nouvelles méthodes ». La seule réforme démocratique de l'Université pour laquelle nous nous battons, c'est l'extension et le renforcement de notre mouvement. Oui, nous sommes en dehors d'un jeu politique où ceux qui jadis prétendaient au titre de révolutionnaire ont eu devant le mouvement la même attitude que devant la mort de Ernesto « Che » Guevara et pendant longtemps devant la lutte du peuple vietnamien : l'incapacité de comprendre et le refus de combattre. Il n'est pas étonnant que sans attendre les consignes de jeunes apprentis, de jeunes travailleurs ont su, dans la nuit du 10, trouver eux-mêmes le chemin du Quartier Latin. Qu'on n'attende pas de notre part une intégration à ce système et au jeu politique qui l'illustre. Au contraire nous souhaitons que notre combat, y compris en ce qui concerne l'Université, soit l'affaire de tous. Déjà le soutien manifesté par la population parisienne démentie que c'est la résolution des étudiants, leur volonté de combattre qui leur a permis de recevoir chaque jour une adhésion plus large. C'est ce dont s'est finalement rendu compte de Gaulle en faisant organiser la retraite par Pompidou. Pour la première fois le pouvoir gaulliste a commencé de céder à la rue. La semaine de lutte des étudiants et d'une large fraction des enseignants du supérieur montre la voie à prendre pour faire craquer le régime, celle des actions de caractère avancé qui permettent aux masses de trouver en leur sein les formes d'action rompant avec le système. Voilà ce que les étudiants ont compris et voilà pourquoi nous nous organiserons en pleine indépendance pour les luttes à venir. La lutte actuelle n'est en effet qu'un prélude, exemplaire, nous en avons fini avec les manifestations de principe et les baroufs d'honneur. Les liens noués dans la lutte avec les travailleurs, le nombre croissant des étudiants, les fonctions nouvelles de l'Université la place à un des endroits les plus stratégiques d'une société ; l'endroit où elle assure son développement et sa reproduction. Les barricades du Quartier Latin fêtent dignement le 150ème anniversaire de Marx, et le dixième du 13 mai.

Suite de la page 1
La semaine enragée

de quelques milliers de manifestants avec la police.

Midi : Meeting à la faculté des sciences, se poursuivant sur la rive droite en une longue manifestation. Au milieu de l'après-midi, ce sont près de 10.000 étudiants qui arrivent au Quartier Latin. Rue St-Jacques, la police intervient, provoquant de premiers heurts violents, particulièrement sur la Place Maubert, où l'affrontement, véritable guerre de position, dure plusieurs heures.

A 18 h. 30 rassemblement à Denfert-Rochereau, puis, cortège, sans cesse grandissant jusqu'à St-Germain des prés, où la ; on peut compter plus de 20.000 manifestants.

Là, la police charge ; la première barricade avec pavés et voitures est construite ; les manifestants se défendent, en multipliant les initiatives, contre la brutalité d'une police qui utilise pour la première fois de l'acide dilué dans les autos pompes, gaz asphyxiants ...

Tard dans la nuit les combats continuent, alors que dans toutes les petites rues du quartier, les brigades anti-émeutes, matraque en main, font une sauvage chasse à l'étudiant et au passant.

● MARDI 7 MAI :

Etat de siège au Quartier Latin. Dans les lycées nombreuses actions des C.A.L. Le soir à 6 h. et demi, à Denfert Rochereau, commence une longue marche de 25 kilomètres qui durera jusqu'après minuit, traversant Montparnasse, les Invalides, longeant la Seine, le Palais-Bourbon, traversant les ponts, la Place de la Concorde jusqu'aux Champs Elysées, où aux cris d'« Figaro fasciste », quelques brefs incidents ont lieu devant le siège du journal. La manifestation a grossi : 40.000 manifestants, 50.000 peut-être, dont de nombreux jeunes, de nombreux travailleurs et beaucoup de parisiens.

Dans le cortège ; pas de pancartes une seule banderole au cœur du défilé « vive la commune » ; devant le cortège une ligne de drapeaux rouges, spontanément formée. A l'étoile, où l'on chante l'Internationale, la place est noire de monde. On apprend qu'au Quartier Latin des combats ont lieu : la manifestation rebrousse chemin, vers le quartier, jusqu'à la rue de Rennes, bloquée, comme les autres rues du périmètre par la police, les C.R.S. et leurs autopompes ; quelques petits incidents. Devant ce rapport de force, la manifestation se disloque.

Le premier numéro d'Action est mis en vente dans la manifestation. Déjà 6.000 exemplaires se sont vendus. Les actions de solidarité, en Province comme à l'étranger se multiplient.

● MERCREDI 8 MAI :

L'agitation dans les lycéens s'amplifie. Le soir, meeting à la Halle aux vins, la majorité des participants ne semble pas vouloir facilement accepter le brusque ralliement au mouvement de la majorité des syndicats et partis



de gauche, qui, quelques jours auparavant, calomniaient encore le mouvement en fustigeant de prétendus « agitateurs aventuristes ». Les manifestants après certains discours de syndicalistes crient : « opportunistes ». Le meeting se poursuit par un cortège en direction du Quartier Latin. 20.000 personnes environ. Devant le Luxembourg un ordre de dispersion est donné, provoquant chez les manifestants déception et découragement, des groupes de discussion qui se forment on peut tirer cette conclusion : Les manifestants refusent que leur mouvement soit « utilisé », récupéré ou châtré par des forces politiques qui lui sont extérieures.

● JEUDI 9 MAI :

Dans la nuit et dans la matinée, devant les réactions d'un grand nombre de militants, l'UNEF et le SNE suppriment leur autocritique, concernant l'ordre de dispersion donné la veille au soir.

On annonce que Nanterre et la Sorbonne seront réouvertes progressivement.

A 14 h. 00, la police commence à filtrer les étudiants sur la place de la Sorbonne. Refusant ce filtrage et cette pseudo réouverture, réaffirmant les trois points immédiats et simultanés du mouvement. Libération des manifestants étudiants, non étudiants, français et étrangers.

— Ouverture totale des facultés.
— Retrait des forces de police du Quartier Latin et des locaux universitaires).

Un Sit-in se tient spontanément pendant plusieurs heures sur le boulevard St-Michel, devant la place de la Sorbonne. Aragon, accueilli par des sifflets, parle aux étudiants, mais refuse d'expliquer l'attitude qu'à eu son parti dès les premiers jours vis-à-vis du mouvement.

En fin d'après-midi, dispersion ; le soir, les discussions se poursuivent à la mutualité à l'occasion d'un meeting initialement convoqué par la J.C.R., maintenant élargi à tout le mouvement de nombreux représentants étudiants étrangers y participent. La Mutualité est comble ; on discute de la poursuite du mouvement, de l'unité d'action des organisations révolutionnaires nécessaire à la poursuite du mouvement, et de la nécessité de trouver des formes souples d'organisation. Tard dans la nuit plusieurs groupes discutent encore sur les trottoirs.

● VENDREDI 10 MAI :

En province, les manifestations se poursuivent ; le matin à Nanterre, où la faculté est réouverte, les militants du mouvement du 22 mars occupent la faculté ; des milliers de lycéens manifestent aux Gobelins ; leur défilé se termine par un meeting à Denfert-Rochereau. Là se rassemblent plusieurs dizaines de milliers d'étudiants, de jeunes travailleurs, d'employés qui partent par le Bd. Arago, passent devant la prison de la Santé en scandant « libérez nos camarades » et se dirigeant vers Monge, Maubert pour longer la Seine. Un barrage de filles

bloque le passage ; les manifestants sont obligés de se diriger vers le Quartier Latin. Le défilé, entouré des filles, occupe le boulevard St-Michel, jusqu'au Luxembourg. Les manifestants s'engagent dans les petites rues, occupant le périmètre dans le calme et construisent des barricades défensives, au cas où la police chargerait. Entre minuit et 2 h. échec des négociations avec l'administration. Le pouvoir a gagné du temps. A 2h. la police attaque. Jusqu'à 5 h. 30, derrière les 60 barricades, combats violents ; grenades, gaz asphyxiants ... de très nombreux blessés... Dans les heures qui suivent ratissage systématique.

● SAMEDI 11 MAI :

Dans la matinée, plusieurs manifestations dans le Quartier Latin. Atmosphère tendue. Les syndicats ouvriers lancent un appel à la grève générale à 6 heures, les militants des comités d'action occupent le centre Censier, annexe de la faculté des lettres ; discussions en commission et dans les amphes ; plus d'un millier de jeunes travailleurs manifestent en direction du Quartier Latin. Certains participent pendant une partie de la nuit aux débats, organisés à Censier.

Pompidou arrive à Orly et déclare :

« J'ai une idée » ; quelques heures plus tard déclaration à la télévision : grande mise en scène, faciés tragique, ton grave, Pompidou, revenu d'Afghanistan, tel le sauveur tente de reprendre la situation en main. La manœuvre échoue. Le mouvement refuse les pseudo-concessions du gouvernement ; il attend les actes.

● DIMANCHE 12 MAI :

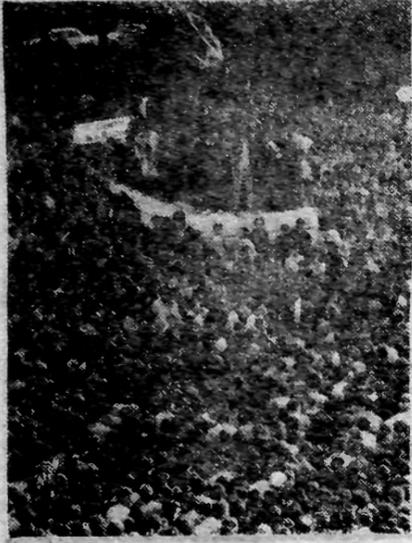
Le matin à la Bourse du Travail, réunion inter-syndicale pour préparer la manifestation.

IL Y A DES SOTS-MÉTIERS

Groupe important Spécialisé dans la réalisation d'opérations d'aménagements recherche pour son département de l'Équipement Culturel Sociologue-Urbainiste, homme ou femme Formation : Licence de sociologie, H.E.C ou équivalent.

Nous offrons : à ce jeune cadre une chance de devenir un spécialiste en matière d'implantation culturelles et de faire carrière au sein d'un groupe en plein expansion. Nous demandons un collaborateur (ice) très dynamique, ayant le sens et le goût des relations humaines et du travail en équipe, une connaissance et une pratique parfaite des techniques d'enquêtes.

J'ai répondu à cette annonce du Figaro. On m'appelle sociologue-urbaniste. Si je travaillais 8 h par jour et cinq jours par semaine, je gagnerais 3.000 F. par mois. Je gagne plus. Je travaille 10 heures par jour et plus de cinq jours par semaine. La folie. J'ai fait cinq ans d'études. D'abord deux années de khâ-



gne. Ensuite une licence de philo. J'ai préparé pendant un an l'agrégation. J'ai renoncé pour protéger le peu de santé mentale qui me restait.

Enfin, j'ai été engagée par un architecte qui dirigeait un bureau d'études d'urbanisme. Comme sociologue. Pendant un an je suis allée ponctuellement tous les matins au bureau. Ou précisément j'ai fait des études. On ne me donnait rien à faire. Alors j'ai lu toutes les revues qui me tombaient sous la main. On a fini par me baptiser documentaliste. Ce qui est un métier auquel prépare excellentement les études de philosophie. Finalement sept ans d'université plus deux ans de documentaliste, cela fait 9 ans d'études.

Après l'architecte, j'ai travaillé chez un ingénieur. Là j'ai commencé à faire ce qu'on appelle de la sociologie, science humaine. C'est à dire des enquêtes. J'établissais moi-même le questionnaire, et j'allais moi-même les faire remplir. Maison, par maison. Le métier de sociologue dans la France moderne c'est ce démarchage de porte à portes. Des visites, à la façon des voyageurs de commerce, et des curés. Ou alors bien sûr, avec une licence de sociologie, vous pouvez toujours poser

votre candidature à un poste de chef de personnel dans une petite entreprise. Vous aurez moins de travail et des cas sociaux à régler. Faire patienter un employé dont le salaire n'a pas été augmenté, conseiller tel autre pour les ennuis qu'il a avec sa femme et veiller à la préparation de l'arbre de Noël. Il y a en France 200 sociologues-urbanistes. Pas un de moins. Quand les étudiants révolutionnaires disent qu'il ne veulent pas devenir sociologues-urbanistes parce que l'aménagement du territoire est la pire des répressions, ils ont raison. Seulement 99% d'entre eux n'ont aucune chance de parvenir à ces hautes fonctions, dans la hiérarchie des gardiens de l'ordre.

J'oubliai un débouché possible. la sociologie industrielle. Par exemple : étudier la valeur communicative réelle de telle publicité 1.600 F. par mois chez Prouvost pour analyser le contenu des réclames pour une chaussette. Si ça vous intéresse... Le travail du sociologue n'est jamais utilisé pour ce qu'il est. En ce moment je fais donc des enquêtes à la demande d'un groupe industriel qui veut créer des équipements culturels pour ses ouvriers et employés. Evidemment un tel travail est par sa finalité même une participation à la répression. Enfermer la culture dans une maison etc..

etc... Mais il y a pire. L'enquête sociologique consiste, dans ce cas, à dénombrer les activités culturelles d'une ville ouvrière. Il faut noter celles qui existent et celles qui n'existent pas. Déjà mes employeurs déclarent que ce qui n'existe pas, correspond à un besoin. On prévoit déjà de donner des représentations d'opéra lyrique. N'importe quoi : ou plutôt si : on impose les activités culturelles dont la bourgeoisie a la nostalgie. Un sociologue n'est même pas un flic. C'est un cocu.

Je ne dis pas que mon métier m'intéresse. Je dis qu'un sociologue urbaniste peut mener une lutte dans le cadre de sa profession. A condition de lutter à armes égales avec ceux qui l'emploient. Par exemple en choisissant les questions, et les réponses dangereuses pour l'ordre établi. Exactement comme font les représentants de l'ordre. Vous savez que l'on va bientôt déménager la Sorbonne dans la vallée de Chevreuse. Pour décider ce qu'on va mettre à la place, il y a un semblant d'enquête auprès des populations intéressées. J'ai entendu de mes deux oreilles une haute autorité et le directeur d'un institut de sondage bien connu se mettre d'accord pour formuler ainsi une question : « Souhaiteriez-vous à la place de la Sorbonne un bâtiment administratif ? ». Le bâtiment en question est déjà défini. Ce sera une maison de retraite pour C.R.S.

interrogé manifeste visiblement peu d'intérêt à cette question.

Il est éliminé (élimination = sélection affectée du signe négatif). Récupération comme il ne sait rien des Mérovingiens, l'individu sera affecté sans être titularisé dans une classe de 6ème pour apprendre aux petits bambins que les rois mérovingiens étaient de fleffés paresseux. S'il n'aime pas les bambins et s'il ne sait même pas que les rois mérovingiens étaient paresseux (certains oubliaient leurs souvenirs d'enfance) il sera commissaire de police, chef de flics métier qui requiert une absence de mémoire absolue.

Mais cet exemple vaut d'être examiné plus attentivement. L'examen en l'occurrence ne porte pas seulement sur la quantité mais aussi sur la qualité.

Connaitre les données de base, avoir des idées, sur le sujet, le résoudre d'une certaine façon, c'est une chose. Croire que par là-même l'affaire est dans le sac, en est une autre. On ne vous demande pas de faire preuve d'invention, de créativité, d'attitude critique ; ce serait beau affirmer certains professeurs mais cela supprimerait du même coup les examens. Or supprimer les examens c'est faire éclater tous les barrages, bref c'est la chaos, l'anarchie, le bon sens renversé.

Non la solution est beaucoup plus rationnelle : il s'agit de répondre dans un certain esprit qui est l'esprit de la maison, en l'occurrence l'esprit sorbonnard, mélange de vernis brillant et d'érudition gentilement bébéte. Dans les sciences exactes, il s'agit moins de rhétorique, que de recettes de cuisines qu'affectionnent fort les maîtres de facultés et que l'on trouve invariablement dans leurs manuels. Ce système offre plusieurs avantages. D'abord il permet de mettre au pas les récalcitrants, les étudiants qui sont toujours prêts à mettre en cause une tradition de pensée, une méthode de travail mise au point depuis des millénaires.

Ainsi, par temps calme, c'est-à-dire le plus souvent jusqu'à ces jours derniers, les étudiants à défaut de passer les examens, se conforment lentement à leur logique, comme des cornichons mascèrent dans les bocaux à vinaigre. Bachotage, intermittent. Avec brusques fièvres, adulation pour les manuels idiots, esprit larvaire aux contacts des professeurs, érudition bornée et par petites touches, sont les premiers symptômes graves de la maladie. Les cas murs ne sont pas rares l'esprit découpé en tranches de lieux communs l'élimination impitoyable de tout germe critique, le gel de la vie, l'avant-garde des drugstores. Le verdict peut sembler un peu sombre Il est vrai que notre étudiant est capable de parler de Descartes. Certains secteurs marginaux sont même laissés en pâture la critique besogneuse des samedis-soirs : le decryptage de

AIDE-TOI TOI-MÊME

Etudiants ! A défaut d'être soumis aux tests du conformisme universitaire, vous êtes depuis une semaine « examinés » par les flics. Le travail est de facture assez grossière mais il s'agit avant tout de tailler dans de grandes pièces. Il est difficile en effet de tenir compte des cas particulières. C'est là, en quelque sorte le dernier barrage. Notre société ne pourrait pas vivre sans barrages, chacun sait cela depuis la maternelle

Aux enfants on apprend à ne pas dessiner les personnes plus hautes que les maisons, à ne pas peindre un soleil en vert. C'est ce qu'on appelle l'apprentissage de bon sens. Avec le bon-sens partagé par le commun des mortels, la machine tourne. Si chacun obéit, on obtient un ensemble de machines, un système. Ce système définit un sens. Si quelqu'un n'est pas d'accord, il est contre le système, ce qui a pour résultat sa mise hors circuit. C'est ce qu'on appelle les sélections. Comme la société a le souci de chacun, des machines sont prévues pour ceux qui n'ont pas franchi ces barrages : ce sont des machines de récupération à bon compte. (Dans l'industrie, on peut trouver l'équivalent dans les usines de combustion à déchets). Prenons un exemple. Examinés : Parlez moi de la justice des rois mérovingiens le sujet



Photo Elle Kagan

NOUS ACC

Du 22 mars au 3 mai et du 6 mai au 11 mai, nous avons constamment augmenté en nombre. Le nombre de nos ennemis est resté stationnaire. Nos ennemis ce sont ceux qui fonctionnent l'appareil de la répression bourgeoise — étatique ou para-étatique — en temps normal comme en temps d'émeute. Nous avons affronté et nous affronterons les troupes de la police. Nous avons affronté et nous affronterons les calomnieux et les menteurs de la presse écrite, parlée et télévisée. A la complicité des oppresseurs nous substituons la solidarité des étudiants et des travailleurs. On veut faire croire que la France vit un drame qu'il faut désamorcer. On veut faire croire que ce drame a pour origine la provocation des agitateurs, l'affolement des autorités universitaires et les excès de la police. En fait, l'état policier a depuis longtemps fourbi les armes de la répression qui s'est abattue massivement ces derniers jours mais qui s'exerce quotidiennement lorsque il n'y a pas de révolte. Le seul fait nouveau, c'est que précisément nous parvenons à résister. A chaque instant de la bataille, de nouvelles formes de luttes sont inventées non point par une avant garde de professionnels mais par la masse des manifestants. Nous nous aguerrissons. Nous apprenons à connaître nos ennemis. Aujourd'hui nous pouvons démontrer le fonctionnement de la répression sur tous les fronts : police, presse, université et patronat. Aujourd'hui nous appelons à dénoncer tous les oppresseurs. Etudiez vos ennemis. Accusez publiquement et personnellement les flics assassins, les journalistes menteurs et les patrons de combat. Chaque numéro d'ACTION sera votre tribunal.

Transmettez vos informations mais sans attendre, par tract et par affiches, accusez partout tous les oppresseurs.

L'ARSENAL DE GRIMAUD

Du Vendredi 3 mai au Lundi 6 mai, il y a eu escalade constante dans les moyens utilisés. — de la relativement banale matraque « bâton blanc », faite pour « canaliser les foules », l'on est passé fin Vendredi après midi à l'usage de matraques en caoutchouc, puis ensuite à des matraques caoutchoutées de 30 cm. à l'extrémité plombée, manifestement conçues, non dans le but de disperser, mais dans le but de briser les crânes (Assassinat légal !). Puis ensuite, à des matraques d'un mètre de long, les fameux « bidules ». Rappelons à ce sujet, que lors du débat sur Charonne, M. Frey avait admis que de telles armes étaient illégales. Il avait ajouté d'ailleurs que de telles armes n'avaient pas été distribuées à la police. Il avait, pour se justifier, fait appel à la thèse de « provocateurs O.A.S. déguisés en policiers ». Aujourd'hui, si le Figaro-fasciste reprend l'accusation « qu'Occident aurait participé aux émeutes aux côtés des étudiants » (on aimerait savoir quelles « preuves » il avance alors que mercredi 8, Tizier et ses sbires se calfeutraient soigneusement à la Mutualité... protégés par 800 C.R.S. !), si donc, le Figaro reprend ces inepties, qui prétendra que les multiples C.R.S. photographiés bidules en main étaient des provocateurs déguisés).

Ouvertement, certains CRS étaient armés de bidules non en bois, mais en plastique ou métalliques. — Un échelon supérieur encore : le mousqueton utilisé par le gendarme mobile. Sa crosse, à coins aigus, est manifestement conçue pour lacérer la peau, briser les os du crâne, leser le cuir chevelu.

Résultats : au simple niveau des instruments contusionnants, il faut noter que, rien qu'à l'Hôtel-Dieu, 2 malades sont sous appareil d'ENGSTROM. Cela veut dire que des lésions bulbaires ou encéphaliques hautes ont été provoquées. La récupération n'est pas évidente et l'on sait quelle évolution signifie une absence de récupération de la fonction respiratoire...

Contusions de rate, des reins, du foie, fractures de côtes, des membres, plaies veineuses ne se comptent plus. Un échelon supérieur existe : le gaz. La police a utilisé divers type de gaz : les lacrymogènes vrais étaient (relati-

tivement) inoffensifs et s'humecter les yeux avec de l'eau, du bicarbonate, ou sucre du citron suffisait à « faire passer les dégâts ». Un antihistaminique type Rumicine, ou, en sirop Polarmine, pouvaient avoir un effet préventif et pour le second, curatif.

Mais d'autres lacrymogènes, plus puissants ont été utilisés.

Puis les gaz CN, CB, CS, CW. Ces gaz ne sont pas des gaz de manifestation. Leur emploi au Vietnam a été dénoncé par le tribunal Russel, et un caporal australien est mort après avoir respiré, à l'air libre des gaz de ce type. On s'explique ainsi le « manifestant qui titube » dénoncé par la photo de France-Soir et sa légende.

Mais, à haute concentration, ces gaz ont des effets :

Immédiats : Asphyxie. Et, à ce propos, quel est l'état du bébé de 3 mois hospitalisé à l'Hôtel-Dieu ? Bravo les C.R.S. ! Et cette jeune femme qu'a vue et photographiée France-Soir réanimée d'urgence à coup d'oxygène ?

— Ces effets immédiats sont utilisés pour tabasser à terre les gens inanimés, de toute provenance. Bravo au courage des C.R.S.

— Plus grave encore : ces gaz vésicants et irritants pulmonaires peuvent laisser de graves séquelles. Merci aux C.R.S. d'avoir fourni les services de pneumologie, en ce matériel rare que sera la fibrose pulmonaire précoce du sujet jeune.

— Ces gaz ont été lancés massivement d'hélicoptère par des lances-grenades, de divers types. Les éclats de ces bombes ont lésé nombres de parties molles.

Et les CRS n'ont pas hésité, à l'aide de leurs lances-grenades, de tirer à l'horizontale, faisant, des cartouches contenant plusieurs grenades, des projectiles meurtriers.

— Plus grave encore : utilisation de liquides acides au soufre, au chlore. Défigurer les passants voilà l'objectif des C.R.S. A signaler que les motos pompes (dont le jet est d'ailleurs assez puissant pour tuer un homme qui à 5 mètres le reçoit de plein fouet) ont par moment lancé de tels liquides.

— Enfin, dernière pierre de touche. Certaines photos de MAS 36 et des

fusils mitrailleurs des gardes mobiles, de la gendarmerie militaire, prouvent ostensiblement aux spécialistes que le MAS 36 et F.M. avaient leurs chargeurs en place. Serge Mallet dans « Combat » affirme avoir vu un officier C.R.S. tirer au revolver à blanc sur une jeune fille. —

JACQUES PAOLI : COUPS BAS EN DIRECT

Vous, Jacques Paoli, vous avez dirigé le reportage d'Europe n° 1 sur la nuit du 10 au 11 mai. Nous vous accusons d'avoir participé à la répression.

Depuis longtemps vous avez joué la carte de l'ordre : le régime gaulliste, l'université libérale et la famille petite bourgeoise. Vous ne reculez devant aucun moyen, démagogie, fausses nouvelles, répression de vos propres journalistes. Au cours de la nuit des barricades, vous avez tout fait pour démobiliser les manifestants. Sous prétexte de ne pas affoler les parents des jeunes qui se battaient sur les barricades, vous avez minimisé toutes les informations que vous transmettaient vos reporters. Quand l'un d'eux, qui était en première ligne, vous a annoncé que la police venait d'attaquer à la fusée vous l'avez engueulé, exigeant de lui qu'il se contente de « faire le point avec objectivité, pas d'héroïsme intempestif » lui avez-vous dit. De quelle objectivité parlez-vous. Vous demandez à vos journalistes de « prendre du recul » sur les événements, c'est-à-dire de s'éloigner des lieux de combats pour ne pas voir les objets qui y pleuvaient, grenades et pavés. L'objectivité pour vous, Paoli, est une façon de vous retrancher derrière la science pour éviter d'accuser la police.

Pour ressaisir votre autorité sur vos employés vous avez usé de tout votre paternalisme. Quand l'un d'eux vous a prévenu que les policiers tiraient, au fusil obusier, des grenades dans les



CUSSONS !

fenêtres d'appartements vous lui avez coupé la parole : « Contrôlez vos informations, il s'agit sûrement de grenades qui ont dévié de leur trajectoire, éloignez vous et rendez-nous compte de l'atmosphère générale ». L'atmosphère, Paoli, vous auriez du la respirer.

Quand un reporter a commencé à vous décrire l'ensemble de la situation et à vous prévenir de ce qui allait probablement se passer, c'est-à-dire la ruée sauvage des C.R.S., vous lui avez retiré l'antenne sous prétexte que le son était trop mauvais. Les manifestants qui se servaient des transistors pour élaborer leur tactique arrivaient, eux, à entendre. Mais, eux, vous vouliez qu'ils soient complètement isolés.

Enfin vous avez lancé l'opération prestige des taxis pour transporter les blessés. Bravo. Vous vous faites de la publicité avec le sang des autres. Sachez, Paoli, que votre entreprise a échoué. Sachez que les étudiants qui, sur votre conseil, ont essayé de transporter les blessés vers les taxis à travers les cordons de C.R.S. ont été matraqués et embarqués.

Pendant toute la nuit vous avez essayé de trafiquer l'émeute en vague échauffourée. Cependant, malgré votre censure, des informations sont passées qui ont pu servir aux manifestants et à ceux qui à l'extérieur soutenaient leur lutte.

A 7 heures du matin vous n'étiez plus là. Un de vos confrères vous avait remplacé, pire que vous. Le ton d'Europe n° 1 avait complètement changé. Il n'était pas question que de la tristesse qui régnait sur le boulevard Saint-Michel, et des pauvres habitants du quartier qui n'avaient plus de voitures. Sans doute un ministre avait-il téléphoné.

Merci Jacques Paoli, nous vous connaissons bien.

Ce qu'Europe n° 1 a fait cette nuit des barricades, elle le fait tous les jours avec le journal du soir. Paoli voulait faire croire que ce qu'il laissait passer des informations données par ses reporters était du fait brut. De même, tous les jours le meneur du journal du soir veut faire croire que les auditeurs peuvent parler librement sur l'antenne. Nous savons, pour l'avoir expérimenté, que les appels télépho-

niques sont sélectionnés non en fonction de leur nombre ou de leur intérêt. Mais en fonction de leur contenu politique. Le meneur du journal d'Europe n° 1 remplit très exactement les fonctions d'un flic de la parole. Toutes les nouveautés des radios dites périphériques ne nous passionnent guère. Nous avons, nous, l'idée de ce que doit être une radio de révolutionnaires : le dialogue à l'intérieur des masses à l'aide d'appareils-récepteurs.

PRÈS DU VIETNAM

La preuve en est faite. La Préfecture de Police a été contrainte de reconnaître les résultats d'enquête. Des gaz de combat, des gaz toxiques qui peuvent être mortels et dont les séquelles ne sont pas encore déterminées ont été utilisés contre les manifestants.

Voici les éléments d'accusation rassemblés par le docteur Kahn.

Il est possible maintenant de déterminer précisément la nature des gaz utilisés cette semaine contre les étudiants et notamment dans la nuit de vendredi et samedi lors de l'attaque des barricades par les CRS.

Ont été utilisés en premier lieu les lacrymogènes classiques : le bromacétate d'éthyle qui est contenu dans des ampoules de verre et la chloroacéto phénone ou gaz CN, dont l'utilisation avait d'abord été niée et qui se présente sous forme de grenade oblongue généralement pourvue d'un détonateur à cuillère. (La projection est effectuée soit manuellement soit à l'aide de fusil lance-grenade de type VB).

Ces 2 types de grenades provoquent des brûlures de l'œil et de la cornée qui peuvent laisser des traces définitives plus ou moins graves. Certains blessés, par suite du retard des soins (retard volontaire provoqué par les forces de police) se trouvent actuellement dans un état grave, menacés de cécité complète et définitive. Le deuxième de ces gaz, le gaz CN dégage lors de l'explosion un compo-

sé chloré de couleur verte qui peut être confondu avec du chlore, dont on n'a pas la preuve jusqu'à maintenant qu'il ait été employé.

Certaines grenades CN ont un détonateur qui peut les faire confondre par leur effet, aux grenades offensives : en particulier, les saisir avant l'explosion a provoqué des blessures graves. Un manifestant a du ainsi être amputé d'une main.

Un certain nombre d'intoxiqués admis chez le docteur Kahn, ont présenté des troubles très différents de ceux provoqués par le bromacétate d'éthyle et l'acétophénone : troubles sévères d'irritation oculaire, vomissements persistents, violentes douleurs généralisées et état d'anéantissement stuporeux caractéristique pendant plusieurs heures.

Le caractère de l'intoxication a donc révélé l'utilisation d'un autre gaz incapacitant par les CRS. Les travaux effectués par le Pr. Kahn dans le cadre de l'enquête du tribunal Russell sur les crimes de guerre au Vietnam, lui ont laissé penser qu'il devait s'agir de CB ou CS (appellation américaine) utilisés par l'armée américaine au Vietnam et par les forces de police contre les noirs ; la preuve en a été donnée par les enveloppes des grenades retrouvées où l'on pouvait lire les lettres CB.

Le docteur Kahn a contacté les centres anti-poisons Fernand Vidal qui ne possède aucun document toxicologique sur ce produit. Il devait se faire confirmer par le médecin chef de la maison de santé des gardiens de la paix l'existence de troubles identiques sur des C.R.S. hospitalisés. Celui-ci tout comme le professeur agrégé Fournier du centre anti-poison ne possédait aucune toxicologie du CBS. Il semble que la seule personne en France, possédant une certaine connaissance soit le professeur Kahn, à travers les travaux américains du brigadier général Rostchild To morrow's weapon - Mac Grow editor).

Le gaz orthochlorobenzolhalonitrile (CB) est un incapacitant de basse létalité, c'est-à-dire que la possibilité d'intoxication mortelle n'est pas exclue. La dose mortelle de 30 mg/m³ avancée par les médecins est susceptible d'être facilement atteinte

dans des pièces relativement closes ou dans les véhicules. Les expériences menées à Hanoï et à Paris par le professeur Roussel, ont permis de constater que les souris exposées à des doses diverses de gaz CB, succombaient après des temps variables présentant toutes des lésions hépatiques et rénales respiratoires et digestives graves.

Sachant, cela, le docteur Kahn a averti dès dimanche matin la direction générale de l'assistance publique en la personne de monsieur Lhuillier, qu'un gaz toxique, très dangereux avait été utilisé à Paris et qu'aucun service hospitalier n'en possédait la toxicologie.

La direction générale de l'assistance publique interrogeait alors les services du préfet qui n'avaient d'abord l'emploi des gaz CB puis devaient reconnaître à 18 h, soit 6 heures après avoir été consultés pour la première fois et après de multiples dérobades aux questions du docteur Khan, qu'effectivement quatre types de grenades avaient été utilisés :

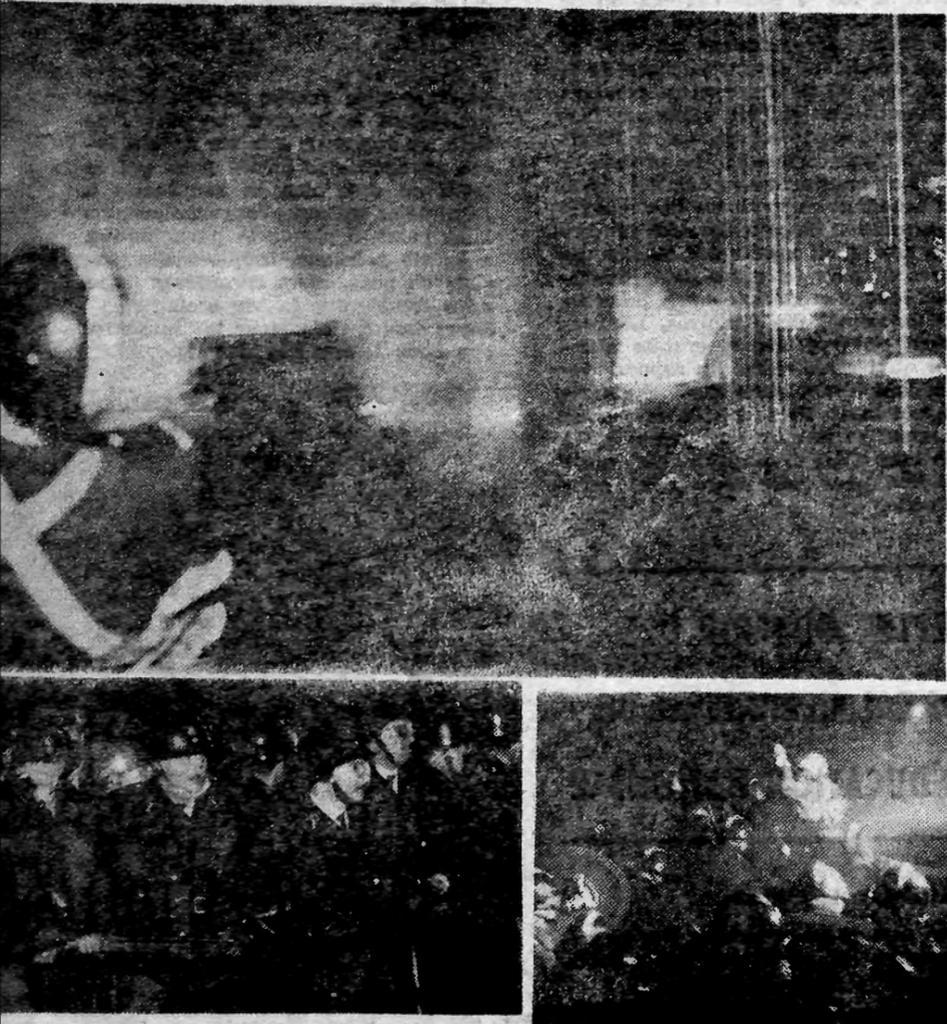
- le chlorophénol (lacrymogène classique)
- le bromacétate d'éthyle
- le chloroacétophénone (grenade des CRS)
- le gaz CB dans les grenades de type criket.

Monsieur Lhuillier qui avait la confirmation des services de la préfecture de police, en avertissait le docteur Kahn et pouvait en préciser la composition exacte :

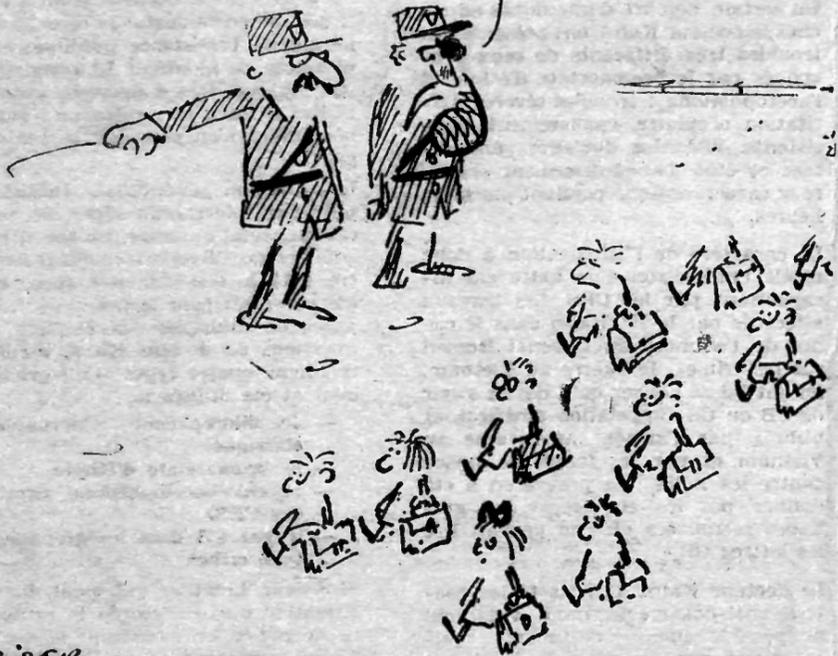
gaz CB : 1,5 % ; perchlorate d'ammonium : 37,6 % ; lactose : 35 %.

Ainsi les forces de police ont utilisé un gaz de combat dont la toxicologie est inconnue en France, dont les effets à long termes sont absolument inconnus et dont le centre anti-poison (le seul en France avec celui de Lyon) n'avait nulle bibliographie.

AVERTISSEMENT : tous les étudiants qui auraient ressenti des troubles que nous avons mentionné plus haut, imputables au gaz CB, doivent être l'objet d'exams complémentaires même si à l'heure actuelle ces troubles se sont atténués ou ont disparu. Ils peuvent s'adresser au centre anti-poison Fernand Vidal ou aux services du docteur Francis Kahn.



TU VOIS, À CET ÂGE-LÀ,
ILS NOUS RESPECTENT, MOI,
JE TROUVE QU'ON DEVRAIT
JUSTE LEUR APPRENDRE À LIRE
ET À COMPTER AUX ETUDIANTS.



REISER

Suite de la page 3
Aide-toi toi-même

Bergman, l'étude attentive de quelques mouvements sociaux au-delà des océans, les angoisses à la Raymond Aron sur les luttes de la classe de notre temps. C'est en quelque sorte le pauvre privilège de l'étudiant. Entre 2 barricades d'exams, il peut se livrer à la critique médiocre des futurs cadres rafistolés de sociétés en déroute.

Qu'il passe ou qu'il ne passe pas l'obstacle, l'étudiant est ainsi façonné patiemment. Il prend le profil de l'universitaire à l'esprit aigre du chercheur obsédé, du sociologue avide de mutations contrôlées, de l'ingénieur fanatique de Servan-Schreiber, de l'enseignant au rabais livré pieds et mains à la bêtise rongeuse des lycées. Il reste que le système des exams, rencontre chez les étudiants une méfiance générale voir l'hostilité déclarée. Une résistance instinctive s'affirme encore à la veille de passer à la vie adulte.

Mais comme la démocratie directe n'a pas droit de cité dans l'université, que le pouvoir est là pour maintenir la clé de voute du système, l'édifice des exams n'est pas prêt de s'écrouler d'un seul coup. L'école laminer des esprits connaîtra encore de beaux jours.

Nous vous soumettons cependant une solution. On a accusé ces jours-ci les étudiants d'avoir joué à la guérilla dans les rues du Quartier Latin. Eh bien nous proposons d'engager une guérilla contre les exams, autre place forte du système. Ce qui peut s'intituler en l'occurrence :

Conseils pratiques pour passer les exams à coup sûr, tout en en tirant un profit intellectuel et moral.

Ces conseils pratiques se répartissent en 2 séries :

1) - **Problèmes de matériel** : Apporter la quantité nécessaire de documents de base : dictionnaires (de préférence les éditions complètes), encyclopédies universelles, tables de multiplications (on ne sait jamais), manuels universitaires (ceux du professeur de l'institut de préférence), quelques ouvrages divers du genre « comment rédiger une dissertation en trois parties », etc... etc... Ces quelques matériaux élémentaires assurés, on peut apporter quelques ouvrages plus stimulants pour l'esprit, mais rarement produits par des universitaires de carrière : Marx, Einstein, Freud, etc... etc...

2) - **Déroulement de l'épreuve** : Quand cela est possible ; se procurer l'énoncé des sujets d'exams une semaine à l'avance. Sur ce, former des groupes de travail, se mettre en rapport avec quelques assistants intelligents et préparer dare dare des copies sur papier bible.

Dans les autres cas (qu'on peut prévoir nombreux) engager une discussion générale dès que le sujet est connu. Deux cas se présentent alors :

a) Le sujet peut faire l'objet de développements intéressants. Les candidats décideront alors de traiter ensemble le problème soit dans un esprit critique (ce qui peut présenter des dangers évidents) soit s'appliquer à le résoudre dans l'esprit conformiste en vogue dans l'Institut (la connaissance du professeur par quelques étudiants est dans ces cas-là utile).

b) Le sujet de l'épreuve est vraiment bête. Si on est en situation de force, les candidats peuvent alors boycotter le sujet et en revendiquer un autre. Il est cependant nécessaire, avant

de s'engager dans cette solution, de s'assurer que l'ensemble des candidats du certificat accepte le boycottage. Dans ce cas contraire, les petits guérilleros se transforment en désespérés.

Ces indications relèvent d'une première étape dans la guérilla des exams. Il est des situations exceptionnelles où un vent de révolte, peut vous pousser à aller plus loin, à vraiment tricher sur une grande échelle

A ce stade, le principal moyen reste l'établissement de télécommunications entre la salle d'exams et des spécialistes patentés de la question à résoudre. En Mathématiques par exemple, il est intéressant d'établir des communications avec des survivants du groupe Bourbaki. En sociologie on peut soit se mettre en relation avec R. Aron (si l'on veut avoir un corrigé idiot et 18/20) soit avec quelques rares sociologues intéressants (mais ici les risques sont évidents).

Tout cela est bien beau, direz-vous, mais on risque fort de se faire exclure de l'université. Evidemment. Reste que si vous maintenez la force de frappe que vous avez constitué depuis bientôt 10 jours, beaucoup de recteurs, de doyens, de directeurs d'instituts réfléchiront à 2 fois avant d'en venir à de telles extrémités.

LA DÉS-AGRÉGATION

Les agrégatifs qui avaient déjà composé une partie de la semaine dans un profond malaise, allaient, dans la matinée du 11 mai, exprimer leur solidarité avec leurs camarades victimes de la répression policière. Le samedi matin, rue de l'Abbé de l'Épée, plusieurs candidats entraient en scandant : « A bas la répression ». Des étudiants annonçaient que plusieurs candidats auraient été blessés ou arrêtés dans la nuit, et qu'ils refusaient de passer l'agrégation dans de telles conditions. Un vote à main levée donnait une large majorité aux grévistes. 10 à 15 % des candidats seulement pénétraient dans les salles pour participer aux épreuves. La grève était suivie à 100 % pour l'agrégation de lettres modernes hommes. Puis les candidats s'organisaient en cortège et se rendaient devant la place de la Sorbonne où ils s'asseyaient pendant qu'une délégation était reçue par l'assemblée des professeurs qui, à l'unanimité moins une voix (Le professeur Voisine) exprimait sa solidarité avec les candidats et soutenait la demande d'annulation de cette épreuve. Le cortège retournait ensuite à la maison des Exams pour faire une haie d'honneur longue et glaciale aux « jaunes » qui sortaient des épreuves. Le président de jury venait ensuite affirmer qu'il avait rédigé un rapport demandant l'annulation des épreuves d'après-midi. Près de 200 agrégatifs devaient se retrouver en assemblée à l'Institut d'Art et constituer un comité d'action pour faire face à la crise actuelle.

LETTRE OUVERTE DES DES CAL AU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Monsieur le ministre,

Vous invitez les proviseurs « à ne reconnaître en aucun cas les comités qui pourraient se constituer (...) et éventuellement à réprimer avec vi-

gueur toute tentative de troubler la vie scolaire ».

Monsieur le ministre nous nous répondrons que les Comités d'Action Lycéens (CAL) ne chercheront pas à se faire reconnaître juridiquement par l'administration, mais qu'ils ont déjà été reconnus par les 7.000 élèves qui ont manifesté à Denfert-Rochereau. Nous pensons que la crise de l'Université ne se résoud pas à coups de grenades lacrymogènes et de matraques, mais par un débat politique dans les lycées. Nous avons déjà organisé des discussions et des actions dans les lycées car la seule prise de conscience du plus grand nombre permettra aux lycéens d'avoir leur mot à dire dans l'enseignement. Nous prétendons faire fonctionner ces comités de la manière suivante : les représentants de toutes les classes se réunissent chaque semaine pour avoir des discussions sur les problèmes universitaires ; car c'est bien d'une remise en cause de l'Université qu'il s'agit et non de revendications corporatistes. Ces discussions débouchent sur une action : répercussion des discussions dans les classes, organisation de débats avec les professeurs. Il existe une coordination des CAL à l'échelon parisien, et une coordination à l'échelon national est en cours. Chaque comité local envoie des représentants aux collectifs, qui élaborent les actions, depuis la sortie d'un tract, l'organisation des grèves lycéennes, jusqu'aux meetings qui ont déjà eu lieu. Nous condamnons le fait que si peu de fils de travailleurs entrent dans les lycées, nous condamnons la sélection telle qu'elle est envisagée.

Les CAL comptent organiser une campagne sur les exams et les dénoncer en tant qu'instrument de sélection. Nous organiserons une manifestation politique le jour du baccalauréat et non pas un monome. Enfin, les élèves des CET directement et touchés par les problèmes de l'emploi commencent à se regrouper derrière les CAL pour une critique de la politique scolaire et universitaire du gouvernement (les deux étant liées). Obtenir la pause d'un panneau syndical dans chaque lycée, obtenir la création de comités élèves-professeurs, obtenir le droit d'action politique à l'intérieur des établissements tels sont nos objectifs. Ils nécessitent, comme cela existe déjà dans 30 lycées parisiens et de banlieue, dans 18 villes de France, la création de Comités d'Action Lycéens, qui se réunissent à date fixe.

La vie scolaire signifie faire participer activement les lycéens, les élèves de CET, les apprentis à la vie de leur lycée, et signifie se battre pour que le lycée ne soit plus ce sanctuaire à l'abri de ce qui nous concerne au plus haut point, à savoir la participation à la vie politique, intellectuelle, sociale du pays, alors considérez que nous troublerons la vie scolaire. Soyez assuré, Monsieur le ministre, que nous ferons nos devoirs.

Les CAL.

UN COUP DE BATON DE PLUS
ET JE LE TUAIS..



... JE CROIS QU'IL FAUT
RENDRE HOMMAGE À MON
SANG-FROID.



L'OCCUPATION

Samedi 11 mai ; 6 heures du soir : des militants des comités d'action du 3 mai occupent l'annexe de la faculté des lettres, le Centre Censier. Toute la soirée et les jours qui suivent l'atmosphère est analogue à celle de la « nuit des barricades », non par la violence, mais par l'auto-organisation, l'initiative et la discussion. Dans les grands Amphis la discussion est permanente ; des étudiants y participent, mais aussi des professeurs, des assistants, des gens du quartier, des lycéens, des jeunes travailleurs. Le soir, vers minuit, grâce à des jeunes travailleurs de banlieue qui sont venus manifester au Quartier Latin pour la première fois dans une université française les ouvriers auront été proportionnellement les plus nombreux.

On discute, parfois de manière un peu désordonnée, un peu trop facilement enthousiaste, mais chacun se rend compte que les phrases abstraites sur la liaison des jeunes travailleurs et des étudiants peuvent être concrètement dépassées. On discute de la déclaration de Pompidou ; unanimement on en dénonce le caractère mystificateur. On prépare la grève, la manifestation du lundi 13. Pendant la nuit les discussions continuent. Le dimanche de nouvelles forces viennent s'ajouter aux premiers arrivés. Des commissions sont créées : liberté d'expression politique et syndicale à l'Université, mode d'action de l'Université critique, la non sélection, dossier et signification de la répression, organisation de la lutte, université-autonomie, les jeunes travailleurs... La Fac est à ses usagers. Les occupants s'organisent : service organisation et sécurité service d'ordre et liaison d'information ; le service ravitaillement est représenté aux réunions de coordination par un jeune camarade ; il a 13 ans, peut être 14... Il organise, discute, intervient dans les amphis. Il était derrière dans les barricades.

Son action et son comportement sont la seule réponse aux radotages de ceux qui prennent les lycéens pour des gamins irresponsables. Les sandwiches et la boisson sont gratuits, payés par des collectes dans la fac et à l'extérieur par des commerçants du quartier qui ont formés un comité de soutien aux étudiants. Dans les réunions on vote quelques motions, on écrit des tracts, on rassemble des groupes pour les distribuer dans les quartiers populaires.

Aux murs de la faculté des affiches : « Organisons nous, notre lutte ne doit pas être un feu de paille (...) créons des côtés d'actions, au niveau des facultés, des quartiers, des lieux de travail », « aux examens, répondez par des questions », « Prenez note : des profs réac ont conseillé la répression, faites une fiche... ».

« On ne peut plus dormir tranquille lorsqu'on a une fois ouvert les yeux ».

ILS ONT COMPRIS

Réunis dimanche 11, des professeurs du secondaire ont lancé un appel à leurs collègues, qui dit notamment.

«... Dans le secondaire la mobilisation très rapide des lycéens (Comités d'action lycéens) aux côtés de l'U.N.E.F. a révélé une prise de conscience analogue portant sur la liberté dans le cadre du Second Degré et sur leur avenir à travers le système de la sélection à tous les niveaux.

Dans cette lutte des professeurs se sont trouvés spontanément à leurs côtés, comme les enseignants du supérieur aux côtés des étudiants. Ce n'est pas en suivant la Déclaration des Associations de Parents d'Elèves que l'on règlera les problèmes. En effet le danger ne vient pas de la participation des lycéens aux manifestations mais de la politique de répression du pouvoir. D'autre part les lycéens, et tout particulièrement ceux du second cycle sont directement concernés par la mise en œuvre des réformes gouvernementales : sélection autoritaire du baccalauréat, problèmes des débouchés, entrée dans le supérieur.

Bien plus il sont confrontés dès la fême à une orientation systématique laissant peu de place à leurs aspirations réelles. Cette lutte des lycéens est aussi notre lutte il est de notre responsabilité de les soutenir, d'obtenir la reconnaissance de leur mouvement, de participer avec eux aux refus du plan Fouchet et des mesures du matraqueur Peyrefitte.

Les professeurs du secondaire ne seront pas les « chiens de garde » de l'enseignement bourgeois.

Outre la solidarité effective aux comités lycéens cherchons à développer le courant de contestation radicale de l'Université de classe. Il ne s'agit pas de trouver des mesures d'aménagement mais bien de contester le rôle que l'on veut nous faire jouer : la formation d'instruments dociles du régime et de son économie. Des professeurs sont déjà en liaison avec le mouvement lycéen. Afin de coordonner les initiatives déjà prises (manifestations de rue, comités de grève, Teach-in dans les lycées, commissions d'études...) afin de développer le mouvement spécifique aux enseignants nous vous demandons d'écrire à :

Comité Professeurs du Second Degré
11, rue Jean de Bauvais - Paris Vème

Ce journal a été réalisé avec le soutien de l'UNEF, du mouvement du 22 mars (Nanterre) et des comités d'Action Lycéens (CAL) et, à l'occasion de ce deuxième numéro du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESup) - Pour que l'action continue nous avons besoins d'argent - Effectuez vos versements à P. Brumberg C.C.P. 23.898.73 Paris.

LUNDI.
J'AI PRIS UN COUP DE MATRAQUE SUR MA GUEULE D'INTELLECTUEL.

MARDI.
J'AI CHOPE UNE GRENADE DANS MES YEUX DE TRUBLION.

MERCREDI.
J'AI DÉFILÉ DANS LE...

..J'ÉTAIS BIEN ENCI

..DOMMAGE QUE CETTE BELLE MANIFESTATION SE SOIT GATÉE DANS LA SOIRÉE. HEUREUSEMENT, J'AI PU ME PROTÉGER AVEC MON BRAS D'AGITATEUR PROFESSIONNEL.

JEUDI.
ÇA CONTINUE. J'ÉCRIS MON TESTAMENT ON NE SAIT JAMAIS. JE LÈGUE... MERDE! J'AI RIEN.. AH SI!

JE LÈGUE MON COEUR D'ENRAGÉ AUX CHIRURGIENS.

WOLINSKI.

UNE AUTRE IDÉE DE POMPIDOU

Le gouvernement a réussi, à trouver les origines de la manifestation du 10 Mai. Samedi 11 Mai, l'agence France-Presse diffusait la note officielle suivante :

« On déclare ce matin, dans les milieux gouvernementaux français, voir dans les manifestations de cette nuit au Quartier Latin l'intervention de forces hostiles au retour de la paix, alors que se déroulent à Paris les pourparlers sur le Viet-Nam entre Américains et Nord-Vietnamiens.

Nul doute, 50.000 étudiants sont à la solde d'un gouvernement étranger.

Il serait inutile de répondre à ces inepties, si elles ne concernaient le Viet-Nam. Les portraits d'Ho Chi Minh sur les barricades et les drapeaux du F.N.L. dans les manifestations montraient clairement que pour nous Paris n'est pas une ville neutre dans la guerre du Viet-Nam.



REVOLUTION PERMANENTE.

**FOUCHET,
GRIMAUD
DEMISSION !**

ORGANISEZ-VOUS

EN COMITES

D'ACTION

Chacun d'entre vous est un militant. Découpez cette page et collez-la sur toutes les surfaces disponibles